

## Le G20 s'engage à favoriser la relance et à réformer la finance mondiale

WASHINGTON (AFP) - Les dirigeants des grands pays développés et émergents (G20) se sont engagés samedi à relancer l'économie mondiale, menacée par la récession dans les pays riches et d'un net ralentissement ailleurs, tout en lançant une réforme du système financier international.



Les dirigeants du G20 réunis à Washington, le 15 novembre 2008  
(© AFP - Rainer Jansen)

"Nous sommes d'accord (pour dire) qu'une réponse politique élargie, fondée sur la coopération macro-économique, est nécessaire pour rétablir la croissance", indique la déclaration finale du sommet de Washington, organisé après deux mois d'une crise financière inédite depuis les années 1930.

Le G20, dont les membres génèrent 85% du Produit intérieur brut de la planète, a énuméré une série d'"actions immédiates" pour empêcher l'économie mondiale de sombrer dans une récession prolongée, suggérant l'utilisation de "mesures budgétaires pour stimuler la demande interne avec des résultats rapides" ou des baisses des taux d'intérêt dans certains pays.

Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn a indiqué que son institution était favorable à des plans de relance nationaux et coordonnés, dont le montant équivaldrait à 2% du Produit intérieur brut des pays participants.

Le président français Nicolas Sarkozy s'est réjoui que le G20 soit d'accord sur la "nécessité d'une relance coordonnée, concertée".

Le Premier ministre britannique Gordon Brown s'est également réjoui de ce résultat du G20, prédisant "des annonces significatives d'un certain nombre de pays dans les prochaines semaines".

L'OCDE, le club réunissant les pays riches de la planète, a annoncé jeudi que ses membres subirait l'an prochain une contraction de 0,3% de leur activité, avec une forte hausse du chômage à la clé.

Le Premier ministre canadien Stephen Harper a qualifié le G20 de "processus sans précédent" où les pays développés et les pays en développement "vont travailler ensemble pour gérer les problèmes de l'économie mondiale".

A côté des efforts de relance, les dirigeants du G20 ont approuvé un "plan d'action" contenant des mesures "à haute priorité" pour améliorer la supervision du système financier, sur lesquelles leurs ministres des Finances devront faire des propositions d'ici au 31 mars.

Cinq champs d'action ont été définis: remise à plat des aspects de la régulation qui exacerbent les crises, harmonisation des normes comptables, amélioration de la transparence des marchés de produits dérivés, révision des pratiques de rémunération des dirigeants de banques pour éviter des prises de risque excessives et "révision du mandat, de la gouvernance et des besoins en capitaux des institutions financières internationales".

Pour éviter une répétition de la crise financière, le G20 veut que "tout intervenant, tous les produits et tous les marchés soient réellement soumis à surveillance. Il n'y aura plus de zone d'ombre", selon la chancelière allemande Angela Merkel.

Toutefois, à la satisfaction des Américains très attachés à leur souveraineté, le G20 a souligné que "la régulation relève avant tout de la responsabilité des régulateurs nationaux". M. Harper dont le pays a été plutôt épargné par la tourmente, s'est réjoui que le G20 ait entendu "le message du Canada": "les bonnes régulations financières commencent +à la maison+".

Le G20 a cependant recommandé une intensification de la "coopération internationale entre régulateurs" et un renforcement des "normes internationales où cela est nécessaire".

Sans citer nommément les fonds spéculatifs, échappant actuellement à toute régulation, le communiqué évoque le besoin de "transparence sur les actifs hors bilan et des instruments financiers complexes", notamment les CDS (contrats d'assurance sur le non remboursement d'un emprunteur).

D'ici au 31 mars, le G20 demande aussi des propositions pour que les "régulateurs s'assurent que les agences de notation (critiquées pour avoir surévalué des placements de mauvaise qualité) répondent aux normes les plus exigeantes".

Comme le souhaitait la France, le G20 met aussi la pression sur les paradis fiscaux, en demandant "à moyen terme" des "mesures pour protéger le système financier mondial des juridictions non coopératives qui présentent un risque d'activité financière illégale".

Les dirigeants ont convenu de se retrouver avant le 30 avril pour "vérifier la mise en oeuvre" des décisions prises à Washington. M. Sarkozy a proposé que ce sommet ait lieu à Londres, la Grande-Bretagne assurant l'an prochain la présidence du G20.

Le chef du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, voudrait que d'ici un an soit achevée cette réforme du système financier mondial.

Il n'est cependant plus question d'une réforme globale du système financier, sorte de Bretton Woods II, souhaitée par certains pays, dont la France.

Pour éviter les tentations protectionnistes, le G20 a pris par ailleurs l'engagement de tenter de relancer d'ici la fin de l'année le cycle de négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le G20 a également proposé une réorganisation des institutions multilatérales, comme le FMI et la Banque mondiale, pour faire de la place aux pays émergents. Le Britannique Brown a estimé que le sommet posait les jalons d'une réforme de ces institutions nées en 1944 à Bretton Woods.

Le G20 a appelé ces organisations à épauler les pays en détresse en leur fournissant des financements.

Même s'il n'a pas obtenu l'instauration d'un super-gendarme de la finance internationale, M. Sarkozy a estimé que le G20 avait réussi à établir "une nouvelle gouvernance économique".

Il était difficile d'obtenir davantage du sommet de Washington car le 20 janvier 2009, le président américain George W. Bush laissera la place à Barack Obama, absent du sommet.

Le G20 regroupe le G8 (Allemagne, France, Etats-Unis, Japon, Canada, Italie, Royaume-Uni, Russie + Union européenne), ainsi que l'Afrique du Sud, l'Arabie Saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique et la Turquie. L'Espagne et les Pays-Bas étaient invités.

Publié le: 16/11/2008 à 07:06:54 GMT

Source : AFP

URL de cet article: <http://www.avmaroc.com/actualite/g20-engage-a147743.html>